

LA LOI DE FINANCES COMPLÉMENTAIRE EXAMINÉE DEMAIN

Le gouvernement veut avantager les investisseurs nationaux

Le projet de loi de finances complémentaire pour 2009 sera examiné, demain, en Conseil de gouvernement. L'annonce en a été faite hier, sur les ondes de la Chaîne III de la Radio nationale, par le ministre des Finances.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Sans vouloir anticiper sur l'arbitrage gouvernemental Karim Djoudi a, néanmoins, lié la finalité de ce projet à la volonté d'avantager les investisseurs nationaux, tant du secteur public que celui privé, en termes de taxes notamment, et d'assurer les conditions du développement. Même s'il a assuré qu'il n'y a aucune discrimination entre investisseurs étrangers et nationaux.

A ce propos, Karim Djoudi a confirmé l'effet rétroactif de la mesure obligeant les importateurs étrangers revendeurs à l'Etat de s'associer à un partenaire algérien, au moins à 30%.

Comme il a confirmé l'effet, non rétroactif, de l'autre mesure, fixant une majorité algérienne (un ou

plusieurs opérateurs nationaux) à 51% dans les projets d'investissement mixtes. Cela, même si le partenaire étranger pourrait manager ces projets.

Néanmoins, Karim Djoudi a laissé entendre que les appréhensions et l'hostilité de certains partenaires étrangers à l'égard de ces mesures n'ont pas lieu d'être.

D'autant que l'attractivité et la bonne situation financière de l'économie nationale constituent un facteur à prendre en charge, même si «il n'y pas de corrélation entre ces mesures et le niveau d'investissement étranger direct».

Et dans la mesure où il s'agit de «renchérir» le coût des importations, qui se sont «stabilisées» durant les premiers mois de 2009.

Toutefois, il a précisé que le dispositif de contrôle des changes interdit la délocalisation par des investisseurs étrangers.

Selon le ministre des Finances, la loi de finances complémentaire comporte des mesures en matière de lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et la contrefaçon, la réduction de la pression fiscale pour aider à la création d'emplois et de richesse et la régulation économique et commerciale.

La question de la dette des entreprises publiques sera également abordée. Il s'agit d'assainir la situation financière des entreprises viables et qui ont un marché. En ce sens, Karim Djoudi a indiqué que leurs déficits seront traités en fonction de leur présence sur un marché de production.

Des mécanismes liés, notamment, à la mise à niveau financière et technique de ces entreprises devraient être définis par le Conseil des participations



Photo : Samir Sid

«Il n'y a aucune discrimination entre investisseurs étrangers et nationaux.»

de l'Etat (CPE). L'hôte de la radio a, également, spécifié que cette complémentaire consacrera la transformation de la Banque algérienne de développement (BAD) en Fonds national de l'investisse-

ment (FNI-BAD). Selon Karim Djoudi, l'augmentation de capital de la BAD-FNI sera examinée.

A ce propos, le ministre des Finances a indiqué que le FNI est déjà «engagé» en matière de finance-

ment des projets et de prise de participation, dans des secteurs aussi variés que l'hôtellerie, le tourisme, le dessalement de l'eau de mer ou la mécanique.

C. B.

Al-Qaïda au Maghreb assassine un Américain à Nouakchott

Mercredi dernier, la chaîne TV qatarie Al Jazeera a diffusé un communiqué attribué à Al-Qaïda au Maghreb, revendiquant l'assassinat, dans la capitale mauritanienne, d'un ressortissant américain.

Le communiqué, repris par plusieurs agences de presse, est resté non authentifié jusqu'à hier quand un communiqué, daté du 24 juin dernier et signé de la «commission médiatique» de l'organisation terroriste, a été diffusé sur les sites Internet partisans d'Al-Qaïda.

Le citoyen américain ciblé, Christopher Log, âgé de 48 ans, a été froidement assassiné en pleine rue, à proximité immédiate d'un marché et en face d'une mosquée, dans le quartier Ksar

où se trouvent ses bureaux. Il était installé à Nouakchott depuis cinq ou six ans, parlant couramment la langue parlée locale, le Hassanya, et avait auparavant vécu dans d'autres régions mauritaniennes.

Selon le communiqué du ministère de l'Intérieur, ce citoyen américain travaillait dans une organisation caritative non gouvernementale, engagée dans l'encadrement des associations féminines.

Et, c'était au moment où il se rendait à ses bureaux, au Ksar, vers huit heures du matin, qu'il a été abordé par deux jeunes hommes qui sont décrits par la presse locale à partir de témoignages recueillis auprès de personnes qui se trouvaient sur les lieux et dans le marché.

Les assassins étaient arrivés,

quelques deux heures auparavant, à bord d'un véhicule tout-terrain et ont rôdé autour de la mosquée d'où une femme, qui travaillait au marché, les a même chassés une première fois avant qu'ils ne reviennent au moment où leur victime arrivait devant ses bureaux.

La discussion entre eux s'est rapidement transformée en altercation quand les deux jeunes hommes, des «Arabes maures» et «portant barbichette», ont tenté de faire monter de force le citoyen américain dans leur véhicule.

En se défendant, il mit l'un d'eux à terre. Le deuxième a tiré trois balles dans la tête de la victime avec un pistolet, dont certains ont précisé qu'il était muni d'un silencieux, ne lui ont laissé aucune chance de survivre. Les

deux assassins ont fui vers leur véhicule, en brandissant leurs armes, pour dissuader ceux qui ont accouru vers eux à partir du marché.

Al-Qaïda au Maghreb venait de commettre son premier assassinat d'un ressortissant américain.

En qualifiant ses terroristes «d'héritiers d'Ibn-Tachfine qui ont enfourché leurs chevaux, mis au clair leurs sabres et fait le serment de purifier le Maghreb de l'Islam de tout croisé et apostat servile», Al-Qaïda au Maghreb présente ses assassins comme «deux cavaliers du Maghreb islamique, membres de l'organisation en Mauritanie», et la victime comme «connu pour son activité évangéliste».

Elle précise que l'attentat a eu lieu au moment où les «bombes américaines barbares détruisent (ses) frères en Afghanistan et au Pakistan».

Le communiqué se conclut par une attaque contre le président Obama, accusé de poursuivre «l'ancienne politique de Bush vis-à-vis des juifs envahisseurs», et s'approprie le «serment de Ben Laden contre les «Etats-Unis» : «Je jure, par Dieu, que l'Amérique ne sera tranquille, ni ne vivra quiconque en Amérique dans la sécurité tant que nous ne la vivrons pas nous-

même en réalité vivante en Palestine, et que les soldats-croisés n'auront quitté la péninsule du prophète.»

En recoupant les informations recueillies à partir des agences de presse et des médias mauritaniens, il s'avère que l'assassinat du citoyen américain a été un nouvel échec du groupe d'Al-Qaïda au Maghreb, qui devait l'enlever et non le tuer.

Un même ratage a déjà eu lieu dans la région d'Aleg, à l'est de Nouakchott, en 2007, quand quatre membres d'une famille de touristes ont été également

assassinés, alors qu'ils devaient être enlevés, sur instructions de leur organisation.

Mais, avec cet attentat, il s'avère qu'Al-Qaïda au Maghreb vient de signifier qu'elle a fait de la Mauritanie le pays le plus ciblé, après l'Algérie, en plus de ses enlèvements ratés, déjà trois attaques contre ses forces de sécurité à Lemghity, en juin 2005 (du temps du GSPC), à Ghelawiya en décembre 2007, à Tourine en 2008, sans compter l'attaque à caractère exhibitionniste contre l'ambassade d'Israël durant laquelle n'en furent blessés que des citoyens français, qui se trouvaient dans un restaurant mitoyen.

Mohamed Issami

FORMATION PROFESSIONNELLE

Des bénéficiaires réclament leur logement

Des cadres et des travailleurs du secteur de la formation professionnelle se sont regroupés, hier, dimanche, devant le siège du ministère de l'Enseignement et la Formation professionnels à Ben Aknoun. Pour cause, ces cadres, tous pères ou mères de famille, qui ont bénéficié de décisions d'attribution de logements sociaux à Mohammadia, à l'est d'Alger, depuis la mi-avril, n'ont toujours pas reçu leurs clés. Ce n'est, certes, pas un drame en soi mais ce qui semble «curieux»

et qui alimente les craintes de ces bénéficiaires est le fait qu'aucun interlocuteur au ministère, dont ils dépendent, n'a daigné les recevoir, ni donc leur fournir la moindre explication. Hier encore, dans l'après-midi, ils attendaient toujours au niveau de la salle d'attente avec, comme seul interlocuteur, les préposés à l'accueil et un standard «à sens unique», qui rappelle que la bureaucratie a encore de beaux jours devant elle.

K. A.